



QUESTION : Comment garantir un accès équitable et universel à la vaccination dans un contexte de désinformation, de crise sanitaire et de contrat économique mondiale

SOU MIS PAR : Suède

UNICEF,

*Guidant sa proposition par les principes de l'Organisation des Nations Unies notamment ceux affirmant le droit universel à la santé tel qu'énoncé dans la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé, et en particulier dans les pays en développement, ainsi que la Charte des droits de l'enfant et la Charte d'Ottawa adoptée en 1986, qui promeut l'importance de la santé pour tous,*

*Rappelant dans le texte de l'OMS et du COVAX que l'accès équitable aux vaccins est nécessaire pour éviter la propagation du virus,*

*Conscient des actions déjà menées par les états, organisation mondiale de la Santé, Fonds des Nations unies pour l'enfance, alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation et les organisations non gouvernementales pour aider les pays les plus démunis économiquement à fournir des vaccins contre le Covid 19,*

*Déclarant que l'accès aux vaccins a considérablement progressé, passant de moins de 100 millions de doses en 2020 à plus de 13,7 milliards en 2023. Selon plusieurs rapports de l'Organisation mondiale de la santé et des bases de données mondiales sur les vaccinations,*

*Félicitant l'organisation COVAX qui est l'accélérateur d'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 et de l'AVAT African Vaccine Acquisition Trust, pour la mise en place d'opérations intégrées ainsi qu'un partage d'informations en temps réel et d'un système destiné à apporter un soutien concret à l'accès équitable aux vaccins grâce à des prix accessibles,*

*Observant cependant que malgré les efforts internationaux, plus de 14 millions d'enfants n'ont toujours pas eu une seule dose de vaccin,*

*Conscient* que les régions affectées par des crises humanitaires ou par des conflits, empêchent une grande partie de la population d'accéder aux services de santé et de vaccination, ce qui continue d'aggraver les inégalités dans l'accès aux soins,

*Soucieux* que la désinformation continue de se propager, notamment à travers les réseaux sociaux, ce qui nuit à l'accès d'information fiable et entrave les efforts de vaccination, notamment en Europe de l'Est et dans certaines régions d'Afrique,

1. *Demande* aux Etats :

- a) D'augmenter leurs budgets dans l'accès aux vaccins en fonction de leurs PIB afin d'empêcher les inégalités, et de donner les dons excédent aux pays les plus défavoriser ;
- b) D'adopter la création d'un fond international pour les vaccins afin de financer rapidement et équitablement les doses mais aussi de pouvoir déployer un réseau international de bénévoles préalablement inscrits pour intervenir et aider le plus rapidement dans les zones dépourvues ;
- c) Favoriser les campagnes de préventions à intervenir au sein des écoles par des activités ludiques pour la compréhension de tous pour développer un esprit critique en rapport à la diffusion de fausses informations en lien a la vaccination ;
- d) D'enregistrer automatiquement chaque nouveau-né dans une fiche sanitaire et vaccinal accessible aux parents ou responsable légaux a l'échelle national et international afin de prévoir et suivre l'ensemble des vaccins avec des mécanismes d'informations via des appels, sms ainsi que dans les journaux pour que tous enfants aient accès a des soins de santé ;

2. *Demande* aux Etats Membres que des doses de vaccins soient envoyées de manière immédiate dans les pays en guerre ou en crise humanitaire, sans conditions préalables, ces pays devront recevoir de l'aide sans délai, avec la possibilité de rembourser plus tard si nécessaire, pour protéger les populations vulnérables car la sante est la priorité de tous ;

3. *Prie* la haut-commissaire d'établir des rapports constants, détaillés et structurés

avec des données chiffrées à la fin de chaque distribution de doses de vaccin dans un pays afin de se rendre compte des pays les plus démunis et ainsi de réagir au plus vite.